

Une partie de la droite européenne demande l'exclusion d'Orban

Des membres du PPE n'admettent pas la campagne hongroise contre M. Juncker

BRUXELLES - bureau européen

Cette fois, au Parti populaire européen (PPE), la coupe est pleine. En tout cas pour plusieurs partis membres de cette famille de la droite européenne, qui a longtemps passé l'éponge sur les provocations anti-Bruxelles et sur la politique illibérale du premier ministre hongrois ultraconservateur, Viktor Orban.

Jeudi 28 février, quatre partis membres du PPE – le plus puissant dans les institutions communautaires – ont officiellement demandé de mettre l'exclusion du Fidesz, la formation du maître de Budapest, à l'ordre du jour de l'assemblée générale prévue le 20 mars. Le président du Centre démocrate humaniste belge, Maxime Prévot, son allié flamand, Wouter Beke, le Luxembourgeois Frank Engel, dirigeant du Parti populaire chrétien-social (CSV), ont envoyé un courrier commun à Joseph Daul, le président du PPE.

« Pendant des années, [M. Orban] a agi en parfaite contradiction avec ce que, collectivement au PPE, nous considérons et défendons comme étant de la plus haute importance au regard de notre vision chrétienne-démocrate, des homes et de la société, précise la missive, que *Le Monde* a consultée. Pendant longtemps, nous avons pensé et espéré que M. Orban pourrait changer, à force de dialogue et de mises en garde. (...) Mais les incidents les plus récents marquent (...) que cette voie ne mène à rien. »

Silence de la droite française

Les Portugais ont aussi écrit à M. Daul, demandant l'ouverture d'un débat sur l'appartenance de M. Orban au PPE en affirmant que « l'attitude de son gouvernement remet en question le sens même de l'unité et de l'appartenance à un projet européen chrétien-démocrate ». Les conservateurs néerlandais ont fait savoir qu'ils étaient favorables à ce que la question soit mise à l'agenda. Plusieurs partis nordiques et baltes se concertent et pourraient envoyer une lettre commune vendredi 1^{er} mars, date limite pour inscrire une question à l'ordre du jour de la réunion du 20. L'éventuelle exclusion devra y être adoptée à la majorité absolue.

Cette initiative a été accélérée par les dernières provocations de M. Orban, qui a lancé une campagne d'affichage dans toute la Hongrie prenant pour cible le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, membre du PPE. Sur les pancartes proclamant « Vous aussi vous avez le droit de savoir », s'affichent les visages grimaçants de M. Juncker et du milliardaire d'origine hongroise George Soros, devenu la bête noire de M. Orban – ce dernier l'accuse d'ourdir un complot visant notamment à submerger la Hongrie de migrants. Le président de la Commission est accusé de partager ce plan. M. Juncker avait estimé dès octobre 2018, dans un entretien avec *Le Monde*, que le Hongrois n'avait « plus sa place » au PPE.

Cette campagne a ulcéré des membres de la droite européenne. Rappelant que les statuts du PPE permettent de lancer la procédure

En se séparant du Fidesz, le groupe PPE au Parlement européen perdrait au moins douze élus

d'exclusion d'un membre sur décision de la présidence, ou par lettre écrite de sept partis de cinq Etats membres, les trois responsables du Benelux insistent sur l'urgence : « Nous avons décidé de ne pas attendre plus longtemps et de réclamer l'exclusion du Fidesz. »

M. Daul, qui a jusqu'à présent toujours essayé de recoller les morceaux entre le Fidesz et les autres membres du PPE, mais que des proches disent désormais « excédé » par la conduite du premier ministre hongrois, prendrait-il en compte la demande radicale de ces lettres ? « Le processus est enclenché », affirme un élu hostile à Viktor Orban, sous le couvert de l'anonymat. La réaction de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) – le parti d'Angela Merkel est le noyau dur du PPE depuis ses origines –, désormais présidée par Annegret Kramp-Karrenbauer, sera déterminante.

Pour l'instant, les Français restent silencieux. « C'est un sujet tout à fait secondaire, affirme Arnaud Danjean, une des trois têtes de liste des Républicains pour les élections européennes du 26 mai. Je ne rentrerai pas dans ce jeu de concentrer le débat européen autour d'Orban. »

Jusqu'alors, la formation européenne conservatrice a toujours répugné à l'idée de se séparer de M. Orban. Même quand, en septembre 2018, le Parlement européen a voté en faveur de l'article 7 des traités de l'UE contre Budapest, procédure rarissime concernant les atteintes à l'Etat de droit.

Evincer le Hongrois risquerait de causer une rupture avec d'autres formations politiques dans l'est de l'UE. Sans compter qu'en se séparant du Fidesz, le groupe PPE perdrait au moins douze élus au Parlement de Strasbourg, sur 217 actuellement.

Mais M. Orban rend la vie impossible à Manfred Weber, le candidat désigné par le PPE pour remplacer Jean-Claude Juncker à l'issue du scrutin de mai. Le Bavarois, qui avait chaleureusement félicité M. Orban pour sa victoire aux législatives d'avril 2018, est constamment obligé de justifier la présence du leader anti-migrants dans sa famille politique censée incarner les valeurs des pères fondateurs de l'UE.

Et si c'était M. Orban qui manœuvrait pour provoquer son expulsion ? Certains au PPE se posent la question et s'alarment : le premier ministre hongrois aurait le projet d'un rapprochement avec la Ligue, le parti d'extrême droite italien, ou avec le PiS ultraconservateur aux manettes en Pologne. Cela lui permettrait potentiellement de former un vaste groupe populiste de droite. Et de déborder ses alliés actuels. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,

JEAN-PIERRE STROOBANTS ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND (À PARIS)